

**Convention collective**

IDCC : 1470. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**

**(INDRE-ET-LOIRE)**

**(10 septembre 1987)**

*(Bulletin officiel n° 1988-7 bis)*

*(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1988,*

*Journal officiel du 9 juin 1988)*

■ *Journal officiel* du 13 mars 2010

**Arrêté du 8 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans le  
cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques, électriques, connexes et similaires d'Indre-et-Loire  
(n° 1470)**

NOR : MTST1006550A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1988 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du  
8 janvier 2009, portant extension de la convention collective des industries  
métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires d'Indre-et-  
Loire du 10 septembre 1987 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 9 novembre 2009 relatif aux rémunérations annuelles  
garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à l'indemnité de  
panier de nuit (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention  
collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 février 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires d'Indre-et-Loire, tel qu'étendu par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1988 et modifié par l'accord du 28 septembre 1994 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 9 novembre 2009 relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à l'indemnité de panier de nuit (barème annexé), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Les termes : « travaillant normalement » au premier alinéa du A sont exclus de l'extension comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail qui prohibe toute discrimination en raison du handicap.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBEXELLE

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2010/3, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).